

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 16 juillet 2024

La seule alternative au Front populaire et au fascisme, c'est la révolution socialiste, faites-le savoir.

Deux petites histoires indiennes pour être de bonne humeur.

Depuis 3 semaines, je suis très occupé chez moi avec la sœur de ma compagne que j'ai accompagnée se faire opérer d'un genou, et depuis hier après la castration de mes deux chiens à surveiller en permanence.

J'ai dû aller 5 fois à Pondichéry en deux semaines avec Sandhi, pour des examens divers et des entretiens inutiles avec le chirurgien propriétaire de la clinique, un médecin de 83 ans que je connais depuis 1996, il fut directeur de l'Alliance française quand j'y enseignais.

La pauvre femme n'était pas parvenue à se faire soigner depuis 2 ans, et son genou énorme la faisait souffrir horriblement. J'ai accepté de la prendre en charge et de régler tous ses frais médicaux, sachant qu'elle ne pourrait jamais me rembourser, j'en suis à 9.000 roupies, et ce n'est pas terminé. Si j'avais refusé, je serais passé pour un dégueulasse, alors j'ai pensé que le statut de bienfaiteur désintéressé était plus enviable, y compris celui de pigeon que je ne suis pas, car j'ai pleinement conscience de mes actes. Quand on partage le quotidien des plus pauvres, il faut accepter de s'appauvrir et de se priver pour soulager leurs souffrances, dans la mesure de nos moyens ou sans mettre en péril notre situation, auquel cas je ne pourrais plus rien pour eux.

Je voyais le temps et les consultations passées et ma bourse s'alléger sans que rien ne changea, je m'en entretins avec le chirurgien en le sommant d'intervenir sur le champ, ce qu'il a accepté en envoyant balader son fils rhumatologue d'une cinquantaine d'années. Il exigeait qu'on fasse encore de nouvelles analyses fort coûteuses, dont un IRM, tout cela pour un épanchement de synovie, le liquide servant à lubrifier l'articulation du genou. J'assistai à l'entretien cette fois en anglais, sans trop m'emmêler par crainte qu'on nous chasse. Finalement le chirurgien nous dit : allez dans la salle à côté, je vais immédiatement pratiquer une incision, et en appuyant avec mes mains je vais extraire tout le liquide et la masse graisseuse qui s'est accumulée depuis 2 ans. Je le fis répéter car je n'en croyais pas mes oreilles, était-ce possible ? On finit par douter, parfois à perdre patience ou désespérer. Trente minutes après, le cauchemar de cette pauvre femme était terminé, il a extrait environ un demi-litre du genou, il me l'a montré, une infirmière a fait le bandage et nous sommes partis après avoir réglé la facture. Je vous raconte cela en accélérant, car en réalité le tout pris environ une heure et demie, chaque séquence étant entrecoupée de longues minutes d'attente.

Entre temps, il m'avait expliqué que son fils faisait partie de la nouvelle école ou génération de médecins, qui voulaient utiliser toute la technologie à leur disposition avant de se prononcer et agir, alors que lui il faisait partie de la vieille école qui était plus pragmatique et prenait des décisions rapidement.

Je me suis souvenu, qu'il y a 30 ans sa clinique était réputée pour être accessibles aux plus pauvres, depuis cela a bien changé. D'ailleurs j'ai pu le constater, à l'époque les patients faisaient la queue dans les couloirs et se bousculaient pour accéder à son cabinet, on y entraît par 3 ou 4 à la fois, on attendait ensuite notre tour debout devant son bureau, la consultation était facturée 50 roupies. Aujourd'hui, pour trois mots, debout, et une ordonnance de deux lignes, sans même ausculter ses patients, cela dure moins de 5 minutes, il facture 450 roupies, du coup les patients se font rares, pour le même prix il existe des cliniques plus modernes ou flambant neuves. Les pauvres ne viennent plus chez lui, ils vont à l'hôpital où c'est pratiquement gratuit, l'inconvénient, c'est qu'il faut y passer la journée entière tellement c'est le bordel, moi je ne peux pas le supporter, c'est épuisant et à devenir dingue.

J'y retourne demain matin, 30 kilomètres aller/retour en scooter, en espérant qu'il ne pleuve pas !

Avec mes chiens et le vétérinaire public, j'en étais ce matin à ma cinquième visite à 9 heures tapantes, à l'heure où je me lève habituellement !

Il a fallu que je trouve une voiture et un chauffeur sans déboursier une fortune pour emmener les deux chiens. La vieille bagnole dont mon beau-frère avait héritée était disponible ou pas en panne, et un de ses potes ayant le permis ne travaillait pas ce jour-là, pas évident de faire coïncider tout cela ! Ici on travaille 6 jours sur 7.

La semaine précédente, on avait foiré le rendez-vous faute de chauffeur ! Une semaine avant on y était allé pour des prises de sang et en principe l'opération, mais ils l'ont annulé prétextant que les chiens avaient des virus indésirables dans le sang, cela ne s'invente pas. Cela me rappela un mauvais souvenir (covid-19) et me mit en rage. On s'était déplacé pour que dal, le petit-fils de ma compagne et elle-même faisaient partie de l'expédition (à 10 km de chez nous), moi j'avais pris le scooter par sécurité, la bagnole risquant de tomber en panne à tout moment ! J'ai juste réglé le gaz oil et payé une bonne bouffe à la maison, hier aussi.

Ils avaient voulu qu'on revienne pour un nouvelle prise de sang, là j'avais dit non, je vous signe une décharge, la prochaine fois que je viens avec les chiens, vous les opérez, c'est tout ce que je vous demande. Après bien des palabres assez mouvementées, ils avaient fini par accepter, j'ai apposé 8 fois ma signature sur des documents différents, c'est cela un régime bureaucratique, c'est l'Inde quoi ! Il faut être très très patient, je vous assure.

Au total, j'ai déjà dépensé 5.000 roupies, et on doit y retourner lundi prochain, puis la semaine suivante pour enlever les fils. Dans le privé j'aurais dépensé trois fois plus au moins. Ils avaient prescrit un tas de conneries inutiles très chers genres sirops vitaminés. Ils s'en passeront très bien, car mes chiens sont en parfaite santé parce qu'ils sont bien nourris, et ils ne sont pas stressés, ils disposent d'un grand jardin et ils sont libres, et en prime ils ne manquent pas d'affection, une vie de chien que bien des hommes leur envieraient !

A ce propos, vous devez tout payer, les seringues, les gants chirurgicaux, les lames de rasoirs, les médicaments qui seront utilisés lors de l'opération, et comme rien n'est disponible sur place, il faut sortir et se démerder pour trouver une pharmacie qui dispose de tout le matériel prescrits. Hier, celle située de l'autre côté de la rue était fermée, du coup j'ai dû cavalier pendant une heure et en faire 6 pour finalement n'en rapporter que la moitié, le reste était disponible nulle part, quels cons me suis-je dit. Ils révisèrent leur liste et prescrivirent d'autres médicaments pour aujourd'hui. C'est la même chose dans la clinique où va Sandhi, à ceci près que la pharmacie est intégrée dans la clinique, et le médecin ne prescrit que des médicaments qui s'y trouvent, le bénéfice est double !

Quand ce matin je leur ai dit qu'il en manquait toujours un, ils m'ont répondu qu'ils s'en passeraient ou qu'il était inutile. Là je me suis marré, en me disant que sur ce plan-là les vétos ou les médecins ne valaient guère mieux, adeptes de la médecine encadrée par les trusts pharmaceutiques, leur métier consiste à apprendre des trucs par cœur qu'ils appliquent ensuite à la lettre, sans être foutus de réfléchir une seconde. Cela va d'un tas d'analyses inutiles, pendant qu'ils passent à côté de celles qui pourraient être utiles, ils prescrivent un tas de médicaments sans se poser la moindre question sur leurs éventuels effets négatifs sur la santé de leurs patients ou animaux.

N'étant ni médecin ni vétérinaire, nous et nos animaux, nous sommes leurs otages, ce sera au petit bonheur la chance ! On vit vraiment dans un monde déshumanisé plutôt effrayant. Cela dit, raison de plus pour développer au maximum nos connaissances et notre esprit critique afin de corriger leurs extravagances ou leurs erreurs, ne pas devenir parano ou ne pas haïr la Terre entière.

Si je vous disais, qu'à plusieurs reprises je leur ai expliqué en anglais, ce que j'avais minutieusement observé en leur donnant un cours de dialectique, je ne sais pas si vous me croiriez. Je ne vous l'avais pas encore dit, mais le véto était entouré d'une dizaine d'étudiantes et quelques étudiants, qui furent très attentifs à mon discours, peut-être par politesse parce que j'étais blanc et âgé, je n'en sais rien. Toujours est-il qu'à plusieurs reprises, je les ai bien fait marrer avec mes métaphores ou comparaisons avec la politique, cela me soulageait de l'épreuve injuste et pénible que j'étais en train de vivre, une compensation en somme qui me suffirait, car en pareille situation, il ne faut pas être trop exigeant, n'est-ce pas ?

Heureusement mes chiens ont été adorables et sont en bonne santé, de braves bêtes. Je m'en veux un peu pour leur avoir infligé cette souffrance, mais avec deux chiennes, je ne pouvais vraiment pas faire autrement, sinon je devais me séparer des mâles ou des femelles, et je ne pouvais pas m'y résoudre. J'ai été obligé de les faire rentrer dans la maison pour les avoir à l'œil en permanence, parce qu'ils veulent lécher leur plaie et ils vont retirer leur pansement. J'ai dû leur faire des bandages, mais cela ne tient pas, je sens que cela va être la galère pendant encore 10 jours !

Quelle vie de chien tout de même !

Ma réponse à un courriel reçu d'un camarade.

- *« La classe ouvrière elle-même est considérablement affaiblie numériquement et constitutivement : ses grandes unités ont disparu. Que demeure encore sa puissance sociale ? Est-elle, du moins en France, toujours porteuse de la capacité révolutionnaire ? Je n'ai pas de réponse, mais j'en doute. »*

Pourtant la réponse existe : 55% des salariés travaillent dans des grandes ou moyennes entreprises, auxquels il faut rajouter les entreprises d'Etat et les secteurs de la fonction publique qui emploient des millions de travailleurs, bref, si les grands bastions ouvriers d'autrefois, mine, sidérurgie, métallurgie, textile, chimie, etc. ont disparu totalement ou en grande partie, la configuration générale de la classe ouvrière n'a pas beaucoup changée, elle s'est déplacée du secteur primaire au secteur tertiaire des services avec de grandes entreprises qui emploient des milliers ou dizaines de milliers de salariés, par exemple Amazon avec 24.000 salariés, ou au secteur secondaire de marchand ou transformation, par exemple LVMH avec 36.000 salariés (2023), etc.

Google - Les Grandes Entreprises (GE) représentent 0,01% des entreprises et emploient 30% des salariés. Les Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) représentent 0,1% des entreprises et

emploient 25% des salariés. Les Petites et Moyennes Entreprises (PME) représentent 4% des entreprises et emploient 25% des salariés.

J-C - Ce que tu dis de "*la représentation politique de la bourgeoisie*" me semble valable dans l'ensemble, sauf à propos de Macron qui est tout sauf un "*aventurier*", mais l'expression de la décomposition de l'impérialisme français que tu évoques, cette confusion provient selon moi de cette perception faussée de l'étape actuelle du capitalisme mondial :

- « *Mais ce que cela manifeste d'abord, avant tout, c'est, je le répète, la très grande faiblesse de l'impérialisme français, incapable de rassembler sa force et de faire valoir ses intérêts face à sa concurrence internationale.* »

La France et tous les pays du vieux continent européen, où le capitalisme s'était développé à une vitesse fulgurante à partir de la seconde moitié du XIXe siècle, ont depuis la fin de la Seconde guerre achevé leur reconstruction, celle de leurs infrastructures, ils ont permis à la majorité de leur population qui était solvable de devenir propriétaire de leur habitation, d'acquérir toute sorte de biens d'équipement utiles ou inutiles peu importe, bref de satisfaire pratiquement tous leurs besoins matériels, la plupart du temps en s'endettant en permanence ou lourdement sur une longue période, tandis que leur part du marché n'a cessé de fondre au profit des pays émergents comme la Chine, les pays de l'Asie du sud, certains pays d'Amérique latine qui dorénavant produisent eux-mêmes les marchandises qu'ils importaient autrefois des puissances occidentales, mieux, ils alimentent le marché sur leur propre continent, sinon ils font appel à des pays qui leur assurent de meilleures conditions commerciales ou des tarifs plus avantageux, qui leur octroient des prêts à un faible taux d'intérêt, etc. et pour finir, les énergies fossiles et la plupart des matières premières indispensables à leur entretien et à leur développement futur leur échappent de plus en plus ou d'autres pays indépendants ont pris le relais, les surprofits ou dividendes qu'ils en tiraient jusqu'à présent leur sont contestées ou fondent comme neige au soleil...

La combinaison de ces trois facteurs contribue à appauvrir indéfiniment les économies des anciennes puissances impérialistes et coloniales, au point qu'elles ne sont plus en mesure d'assurer ou de financer le développement de nouveaux marchés, de servir de volant d'entraînement à l'économie mondiale, autrement dit, de conserver leur position hégémonique sur le marché mondial, par conséquent elles sont condamnées à jouer un rôle de second rang à terme, pire, à être relayées au rang des pays en voie de développement, ne pouvant s'y résoudre de bonne grâce, elles sont tentées de recourir à des guerres pour tenter d'enrayer leur chute qui s'avère inexorable, dans la mesure où aucun miracle ou retour en arrière de l'histoire ne se produira pour leur rendre leur pouvoir et leur splendeur d'antan, ou les sauver du destin qui leur était réservé.

- « *C'est donc dans une situation inédite, d'une très grande confusion générale (touchant l'ensemble des classes, l'ensemble de la société) que nous entrons.* »

J-C - Le jeu institutionnel présente peu d'intérêt en réalité ou les jeux sont faits.

Car je crois au contraire que la situation s'éclaircit, hormis pour les aveugles ou ceux qui lorgnent en permanence du côté des opportunistes. Il apparaît clairement ou cela saute aux yeux, que la Constitution bonapartiste et les institutions antidémocratiques de la Ve République sont plus que jamais incompatibles avec la satisfaction des besoins sociaux et des aspirations démocratiques des travailleurs et de la jeunesse, par conséquent, toute orientation politique qui ne partirait pas de ce constat ou qui se situerait dans le cadre de ces institutions devrait être considérée comme une trahison des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, et caractérisée de réactionnaire ou contre-révolutionnaire, étrangère au socialisme.

Mes commentaires publiés par le blog **Le Grand Soir** que je remercie au passage.

J-C – Quoi de neuf docteur ? La grande forme ! La vieillesse n'est pas un naufrage pour tout le monde, enfin, un peu de respect, merci. Jugez par vous-même !

1 – « *Un libéral vous répliquera que vous êtes fou et démesuré si vous lui dites que la révolution est la seule voie vers un changement significatif.* »

Pour un peu il aurait raison !

Au fait, depuis quand "*un libéral*" serait-il légitime pour s'exprimer sur le bienfondé d'une révolution ? Voilà une bien étrange révolution, de palais sans doute.

Dites, qu'est-ce que signifie "*un changement significatif*" ? Rien ou tout et son contraire, l'art du double langage. Pourrait-on caractériser de "*folie*", la défaillance des intellectuels qui consiste à nier l'existence d'une alternative au capitalisme ou que le passage au socialisme est une nécessité historique ? - Mais pour qui vous prenez-vous, enfin ?

Ces gens-là se situent sur le plan idéologique à l'aide d'une phraséologie qu'ils sont souvent les seuls à comprendre, tout du moins, on le suppose, le seul qu'ils connaissent, contrairement à nous qui nous situons sur celui du marxisme et de la lutte de classe. - Quel emmerdeur je fais, c'est tellement démodé !

Pour parler de révolution, il faut avoir à l'esprit qu'une révolution ne s'improvise pas, cela se prépare longtemps à l'avance, pas avec n'importe qui, pas n'importe comment. En admettant qu'une situation révolutionnaire verrait le jour, sans parti ou direction, sans théorie et programme révolutionnaire, pas de révolution victorieuse, c'est ce qu'enseigne la lutte de classe du prolétariat depuis la Commune de Paris, confirmé par la Révolution russe de 1917. - Ah cette vilaine manie !

Si le niveau de conscience politique de ces gens-là était parvenu au niveau (du socialisme aurait dit Lénine) des tâches à accomplir pour réaliser une révolution, et faire en sorte qu'elle en sorte victorieuse, ils ne demeureraient pas inorganisés, ils évoqueraient la nécessité de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire pour la mener à bien, au lieu d'ignorer les partis qui se réclament de la révolution socialiste, n'est-ce pas ? - Quel épouvantable rabâcheur, faites-le taire !

Mais il est à craindre, que "*la seule voie*" qui est grâce aux yeux de ces idéologues amateurs, demeure celle du parlementarisme bourgeois et de l'alternance politique, où le produit d'une "*élection dans un système construit de manière à ce que chacun des deux partis perdent la moitié du temps*" de sorte qu'en termes de "*changement significatif*", rien ne change réellement. - Chut !

Reconnaissons-leur le talent de poser des questions dont nous connaissons déjà les réponses, et de laisser de côté celles sur lesquelles ils refuseront obstinément de se pencher ou dont ils préfèrent ignorer les réponses, je laisse le soin à chacun de deviner pourquoi. - Il faut bien un peu flatter les lecteurs... après les avoir si malmenés. (Éclatement de rire !)

2 – « *Ne donnons pas des verges à Macron pour nous donner la fessée* »

En voilà une crise d'infantilisme qui mérite pire qu'une "fessée", bravo !

- « *La logique constitutionnelle* »

Ne touchez pas à la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République, bravo !

- « *C'était "l'accord tacite des républicains" jusqu'à ce jour. Macron vient de rompre avec cet esprit républicain.* »

"Accord tacite des républicains" qui prévalait depuis quand au juste, 1958, bravo !

- « *Danger pour la démocratie française !* »

Nous vivons sans le savoir sous un régime démocratique, bougre d'idiots que nous sommes, bravo!

- « *Les forces syndicales et associatives ont perçu l'attaque perfide contre les institutions* »

La défense des institutions de la Ve République doit être sans faille, bravo !

- « *C'est le gage de stabilité du pays.* »

Entendez du régime en place ou des institutions de la Ve République, bravo !

- « *Il est vrai que sans mouvement populaire, pas de gouvernement ni de programme populaire.* »

Avec Macron comme président, bravo !

- « *Nous assistons à la décadence du régime présidentiel et de la Vème république.* »

À regret, on en réclame encore, bravo !

- « *L'heure n'est pas aux attermolements* »

En effet, vive Macron, vive la Constitution et les institutions de la Ve République, vive l'exploitation, l'oppression et la guerre, hurra !

Défense du marxisme et du socialisme.

Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste - L. Trotsky - Aout 1940

Extrait.

L'intégration des organisations syndicales au pouvoir de l'Etat

Il y a un aspect commun dans le développement ou, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur

intégration au pouvoir d'Etat. Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, sociaux-démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à s'intégrer à l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes pour tous les syndicats.

Le capitalisme monopolisateur n'est pas basé sur la concurrence et sur l'initiative privée, mais sur un commandement central.

Les cliques capitalistes, à la tête de trusts puissants, des syndicats, des consortiums bancaires, etc., contrôlent la vie économique au même niveau que le pouvoir d'Etat et, à chaque instant, elles ont recours à la collaboration de ce dernier. A leur tour les syndicats, dans les branches les plus importantes de l'industrie, se trouvent privés de la possibilité de profiter de la concurrence entre les diverses entreprises. Ils doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé, intimement lié au pouvoir de l'Etat. De là découle pour les syndicats, dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes - c'est à dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée - la nécessité de s'adapter à l'Etat capitaliste et de tenter de coopérer avec lui.

Aux yeux de la bureaucratie du mouvement syndical, la tâche essentielle consiste à " libérer " l'Etat de l'emprise capitaliste en affaiblissant sa dépendance envers les trusts et en l'attirant à lui. Cette attitude est en complète harmonie avec la position sociale de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrière qui combattent pour obtenir quelques miettes dans le partage des surprofits du capitalisme impérialiste.

Dans leurs discours, les bureaucrates travaillistes font tout leur possible pour essayer de prouver à l'Etat - démocratique - combien ils sont dignes de confiance et indispensables en temps de paix, et plus spécialement en temps de guerre. Par la transformation des syndicats en organismes d'Etat, le fascisme n'invente rien de nouveau, il ne fait que pousser à leurs ultimes conséquences toutes les tendances inhérentes au capitalisme.

J-C- Sans attendre l'avènement du fascisme en France, cela fait belle lurette que tous les syndicats sont intégrés aux institutions de la Ve République, par exemple en participant au Conseil économique, social et environnemental, à toutes sortes d'organismes sociaux (Sécurité Sociale) ou conseils d'administration d'entreprises d'Etat (SNCF entre autres).

Combat contre la mystification climatique de Davos.

J-C – Si vous avez demain un Premier ministre fanatique de la mystification climatique, voilà de quoi clouer le bec à ses partisans. Je vous plains aussi.

Climat : le CO₂ est Innocent; l'Humanité n'est que la complice de la Nature - Association des climato-réalistes 12 juillet 2024

<https://www.climato-realistes.fr/climat-le-co%e2%82%82-est-innocent-lhumanite-nest-que-la-complice-de-la-nature/>

Un scientifique s'inquiète de voir des climatologues devenir des activistes du climat - Association des climato-réalistes 12 juillet 2024

<https://www.climato-realistes.fr/un-scientifique-sinquiete-de-voir-des-climatologues-devenir-des-activistes-du-climat/>

Une soumission à la Cour de La Haye par trois éminents scientifiques américains remet en cause les principes fondamentaux des politiques de zéro émission nette ciblant le CO2

<https://www.climato-realistes.fr/wp-content/uploads/2024/07/Duberger-2.pdf>

Une "meute" de chiens enragés en famille. Un régime entré en putréfaction, ça pue !

- "C'est la guerre" entre Gabriel Attal et Gérard Darmanin : "petites armées" et "meutes", vive opposition - closermag.fr 14 juillet 2024

- "Gabriel Attal dégueule des boules puantes sur Darmanin à longueur de journée", a témoigné un proche de Gérard Darmanin

- Macron-Attal : l'étrange cohabitation - LePoint.fr 15 juillet 2024

J-C – Que dire de ceux qui malgré tout entendent gouverner avec Macron ?

Des centaines de personnes à Paris pour réclamer un gouvernement de gauche - Lepoint.fr 15 juillet 2024

La volonté des manifestants : que « *Macron nomme un gouvernement issu du Front populaire* », affirme Augustin au Le Parisien, qui reproche à Emmanuel Macron de « *s'accrocher au pouvoir* ». « *La gauche est arrivée en tête, la gauche doit gouverner* », assure-t-il. Le Point (avec AFP) 15 juillet 2024

J-C - Les travailleurs et militants qui se font manipuler par les dirigeants du NFP et plus particulièrement LFI, ils ignorent le contenu de la Constitution, et ils ne comprennent pas qu'un véritable gouvernement de « *gauche* » devrait forcément adopter le programme de Macron. Est-ce ce qu'ils souhaitent ? Non, évidemment.

Donc la question est de savoir, pourquoi les dirigeants du NFP, et plus particulièrement LFI, leur font croire le contraire, si ce n'est pour briser le peu d'espoir qu'ils avaient encore de pouvoir changer la société (Un tant soit peu, pas trop quand même, car il ne faut pas exagérer non plus à la manière de Gluckstein) et les amener à se résigner au triste sort auquel la réaction les destine.

Le budget de la guerre que le prochain Premier ministre ne remettra pas en cause.

Emmanuel Macron estime "nécessaire" un "ajustement" du budget des armées en 2025 - BFMTV/ AFP 14 juillet 2024

Le chef de l'État a tenu son discours aux Armées à l'Hôtel de Brienne ce samedi 13 juillet 2024, au cours duquel il a réaffirmé le soutien de la France à l'Ukraine et estimé qu'un ajustement du budget des armées était "nécessaire" en 2025.

"*Je parle bien d'ajustement et non de remise à plat*", a souligné le président, en assurant que "*les ambitions et les fondements sont invariables pour la défense de notre pays*".

La loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030, prévoit une hausse de 40% par rapport à la précédente LPM avec 413 milliards d'euros sur sept ans. BFMTV/ AFP 14 juillet 2024

La France occupée.

Emmanuel Macron a par ailleurs salué samedi la participation des armées au dispositif sécuritaire des Jeux Olympiques qui débiteront le 26 juillet à Paris.

"*Par votre engagement au service du succès des Jeux, parfois à travers vos propres athlètes, vous prendrez toute votre part à cette saison d'unité et de rayonnement de la Nation*", s'est-il félicité.

Quelque 18.000 militaires doivent participer à la sécurité des JO (26 juillet-11 août), en appui des 45.000 forces de sécurité intérieure, police et gendarmerie. BFMTV/ AFP 14 juillet 2024

Le PS, EELV et le PCF ont enfin trouvé le clone de Borne comme Premier ministre, Macron et Davos compatible.

Matignon : le PS, EELV et le PCF proposent Laurence Tubiana, LFI suspend les négociations - LePoint.fr 16 juillet 2024

Le Nouveau Front populaire va-t-il exploser comme la Nupes ? Socialistes, écologistes et communistes ont proposé à LFI le nom de Laurence Tubiana pour briguer Matignon, comme personnalité de la société civile, ont indiqué des sources parlementaires à l'AFP lundi soir, un choix déjà dénoncé par les Insoumis.

Les écologistes la voient comme la mère de l'Accord de Paris sur le climat. Pour les socialistes et les communistes, elle est une référente en matière d'économie et d'écologie.

Agée de 73 ans, Laurence Tubiana est une diplomate et universitaire, cheville ouvrière de l'Accord de Paris de 2015 puis de la Convention citoyenne sur le climat. Son nom circule « *depuis quelque temps* » avec la « *bienveillance des trois partis* », indique une source, confirmant des informations de L'Opinion et Franceinfo.

Laurence Tubiana comme Première ministre rassurerait une grosse partie de l'union de la gauche.

Celle qui se définit comme « *femme de gauche et écologiste* » a parfois été citée lors des tractations des macronistes pour former de précédents gouvernements, sans jamais donner suite. Laurence Tubiana préside depuis 2017 la Fondation européenne pour le climat (ECF). Et elle fut notamment conseillère environnement de Lionel Jospin de 1997 à 2002.

Elle a été son assistante dans les années 1970, alors qu'il est enseignant à l'IUT de Sceaux. Ce contact bien précieux l'aidera à mettre un premier pied à l'Élysée, en devenant conseillère à Matignon sur les questions de développement durable, en 1997.

Née à Oran, en Algérie, en 1951, elle est partie vivre en France à 11 ans. Mais c'est dans la ville algérienne que ses engagements humanistes se sont développés. « *Mes parents, intellectuels de*

gauche, de culture française, m'ont donné le goût du débat politique et de l'ouverture aux autres », racontait-elle au magazine Elle en 2015.

L'économiste de formation a d'abord été séduite par le militantisme, et donne de la voix à la Ligue communiste révolutionnaire dans les années 1980. Avant de fonder et diriger en 1980 l'ONG Solagral, qui développait jusque dans les années 2000 l'agriculture dans les pays du Sud.

Mais c'est vraiment 2015 qui marque un tournant dans sa carrière politique. Cette année-là, désignée comme ambassadrice chargée des négociations sur les changements climatiques lors de la COP 21 à Paris, elle est parvenue à faire signer à 195 états l'accord de référence des politiques climatiques mondiales. Ce texte impose aux pays signataires de limiter à 1,5 degré le réchauffement de la planète d'ici à 2050. (C'est une porte-parole du GIEC et une agent de Forum économique mondial, qui pilote l'instrumentalisation du climat. Tout comme Jospin et bien d'autres parvenus, elle n'aura pas seulement renié tous ses engagements de jeunesse, comme gage de soumission à ses nouveaux maîtres à penser, elle aura finalement adopté leur idéologie ultra réactionnaire. – J-C)

Aussi cheville ouvrière de la Convention citoyenne sur le climat, son nom a de nombreuses fois bruissé dans les couloirs de l'Élysée. Elle avait notamment été pressentie pour remplacer Nicolas Hulot au ministère de l'Écologie en 2018. (Plus tard pour remplacer Édouard Philippe, qu'il nous soit permis de lui refuser la présomption d'innocence. – J-C)

La France insoumise (LFI), dans un communiqué publié lundi, pointe du doigt les « *méthodes inacceptables* » du Parti socialiste (PS) qui met son « *veto sur toute autre candidature* » qu'une issue de ses rangs. Des « *refus incompréhensibles* », écrivent-ils. Évoquant le cas d'Huguette Bello, LFI déplore ainsi « *l'impasse dans laquelle le Parti socialiste a mis le Nouveau Front populaire pour son choix de candidature à la fonction de Premier ministre* ».

Les dissensions se poursuivent au moment de désigner un candidat à la présidence de l'Assemblée nationale, dont l'élection se tiendra le jeudi 18 juillet. « *À nouveau ici, le Parti socialiste a annoncé dans la presse une candidature, sans aucune concertation* », grince La France insoumise, avant de préciser que le parti acceptait « *d'avance* » que le candidat ne soit pas un Insoumis, « *si c'est la condition, injuste, d'une candidature unique* ».

Face à ce blocage, La France insoumise a décidé d'aller plus loin en quittant la table des négociations : « *Nous ne participerons à aucune discussion supplémentaire sur la formation du gouvernement tant que la candidature unique à l'Assemblée nationale ne sera pas acquise et que le vote n'aura pas eu lieu.* » Ils appellent aussi à « *participer massivement à toutes les initiatives décidées par les organisations syndicales pour ce jeudi 18 juillet* ».

J-C – Pour quoi, pour légitimer un gouvernement compatible avec Macron ? Cela en à tout l'air. Parole du macroniste du NFP, Aurélien Rousseau :

Le HuffPost - Le député socialiste NFP Aurélien Rousseau fait l'éloge de Laurence Tubiana sur son compte X : « *Laurence Tubiana est une personnalité de premier plan. Elle a su allier tout au long de son parcours la compétence technique, la vision stratégique et la capacité à bâtir des compromis pour atteindre des résultats concrets.* »

Il en est de même pour Mélanie Vogel, députée EELV, qui se réjouit sur le même réseau social : « *Huguette Bello était une très bonne proposition. Laurence Tubiana aussi. Maintenant nous allons trouver une solution.* » L'eurodéputée écologiste Karima Delli est encore plus enthousiasmée : « *Et si c'était elle. Une femme de conviction, d'expérience, issue de la société civile, ayant le combat écologique et social chevillé au corps.* »

Mais du côté de LFI, qui a annoncé ce lundi refuser de poursuivre les négociations avec le trio EELV-PCF-PS en cas de proposition de candidat de la société civile, Laurence Tubiana ne fait pas l'unanimité. Comme l'atteste la réaction de Nathalie Oziol, députée LFI du NFP, qui s'agace sur X : « *Le PS aura-t-il refusé Huguette Bello pour proposer une candidate soutien de Hollande, Macron-compatible, qui avait été envisagée pour succéder à Édouard Philippe ?* ».

Tandis que le député LFI Paul Vannier estime que nommer la diplomate au poste de Première ministre serait « *une trahison de l'engagement pris devant des millions d'électeurs.* » Les débats au sein du NFP s'annoncent encore houleux. LePoint.fr avec AFP et Le HuffPost 16 juillet 2024

J-C – Ils vous prennent tous pour des cons, car tout ce qu'ils vous sortent aujourd'hui, ils le savaient déjà hier ou avant-hier. Mais alors quelle est la différence, cela change quoi ? Il faut vous mettre les points sur les I, que dal pour les couillons qu'ils ont bernés, en revanche désormais ils sont élus ou réélus pour 5 ans, en principe, et le reste, ces arrivistes s'en tapent éperdument.

Le Green New Deal : Un purgatif à prendre en suppositoire !

Ruffin, Autain... Les députés "purgés" de LFI rejoignent le groupe écologiste à l'Assemblée nationale - BFMTV 15 juillet 2024

Les cinq anciens députés "*frondeurs*" de La France insoumise - Clémentine Autain, Alexis Corbière, Hendrik Davi, François Ruffin et Danièle Simonnet - siégeront dorénavant avec le groupe écologiste à l'Assemblée nationale.

"*Nous avons un objectif commun de création d'un groupe plus large avec les députés communistes et ultramarins. Ce projet n'a pas pu voir le jour et nous remercions les députés écologistes et Générations de nous accueillir chaleureusement*", a déclaré Clémentine Autain.

"*Nous serons ensemble des agents fédérateurs de l'union des gauches et des écologistes, indispensable pour construire des majorités dans le pays*", a ajouté la députée de Seine-Saint-Denis.

LFI a annoncé dans la foulée que son "*Comité de respect des principes*" a "*décidé de prononcer l'exclusion de la France insoumise des personnes ayant rejoint l'Après*". Clémentine Autain a confirmé qu'elle et les fondateurs de l'Après avaient bien été notifiés de cette exclusion. BFMTV 15 juillet 2024

Grande-Bretagne. La social-démocratie fait le lit du fascisme à défaut de faire celui du socialisme.

J-C – En gros, si cela peut vous rassurer ou vous redonner le moral. Pour recourir à cet expédient, c'est qu'ils n'ont plus d'autres alternatives, cela signifie qu'ils sont dans une merde noire sur le plan économique et politique. Tout n'est pas à prendre à la lettre dans cet article d'un journaliste australien.

Les résultats des législatives britanniques cachent la vérité que le parti travailliste ne veut pas que vous sachiez - RT 13 juillet 2024

Après cinq années de Keir Starmer à la tête du gouvernement travailliste, la route sera dégagée pour les populistes de Nigel Farage.

Bon nombre de commentateurs politiques britanniques n'ont pas saisi la véritable signification de la victoire électorale du parti travailliste la semaine dernière.

Certains experts voient dans la majorité record du parti la confirmation que la politique britannique est revenue vers le centre, contrairement à l'évolution vers l'extrême droite, qui a caractérisé la politique dans la plupart des pays européens ces dernières années.

Rien n'est plus faux. Le résultat des primaires pour le parti travailliste était de 9,7 millions de voix, correspondant à un faible pourcentage de 33,8%, qui a à peine augmenté, malgré l'effondrement total du nombre de votes pour les Conservateurs.

L'aspect le plus proéminent des législatives de la semaine dernière a été le transfert de milliers de voix du parti conservateur au parti populiste de Nigel Farage «*Reform UK*», particulièrement dans les circonscriptions du «*mur rouge*», que Boris Johnson avait reprises d'un coup de main au parti travailliste lors des élections de 2019.

Le parti Reform UK a reçu quelque 4 millions de voix, soit 14% du total des suffrages exprimés. Le système électoral britannique a toutefois fait que le parti Reform n'a remporté que cinq sièges, incluant, notons-le, celui de Farage lui-même.

Cet important changement de cap a entraîné la destitution de plus de 200 députés conservateurs, y compris d'un ancien premier ministre et de plusieurs membres du Cabinet, et a assuré l'élection massive de candidats travaillistes. Ce qui ne représente toutefois pas «*un revirement vers le centre*».

Les réformistes préparent le terrain pour 2029

Ce qui s'est passé la semaine dernière avait été prédit, avant les élections, par certains commentateurs conservateurs devenus complètement déçus de leur parti et qui avaient choisi de se rallier aux réformistes.

Matt Goodwin, par exemple, a exhorté les électeurs à s'engager dans un acte de «*destruction créative*» en votant pour le parti Reform UK, se rendant parfaitement compte que cela résulterait en une victoire écrasante des travaillistes.

De fait, Goodwin a exhorté les électeurs à détruire un parti conservateur qui, selon son point de vue, avait depuis longtemps cessé d'incarner les vraies valeurs conservatrices, afin de dégager le paysage politique pour une victoire des réformistes aux élections de 2029.

Dans cette optique, la victoire de Starmer est juste un prélude politique nécessaire à la création d'un parti populiste britannique capable de gouverner le pays dans les prochaines années.

Quelles que soient les chances que cela se produise, une telle perspective prédit correctement la disparition imminente du parti conservateur dirigé par Rishi Sunak, et reflétait ce qui se passait réellement dans la politique britannique au cours de la dernière décennie.

Au sens traditionnel du terme, Keir Starmer et le parti travailliste qu'il a réformé à sa guise depuis sa désastreuse défaite électorale de 2019, n'ont rien de «*gauche*».

Starmer a passé les cinq dernières années à purger durement le parti travailliste des derniers vestiges du radicalisme de gauche de Tony Benn, dont le dernier partisan en date était le malheureux Jeremy Corbyn. Ce n'est pas pour rien que Starmer a abandonné presque tous les éléments du manifeste travailliste qu'il avait si volontiers accepté il n'y a pas si longtemps.

Il est parfaitement clair que le parti travailliste de Starmer gouvernera pour les élites mondiales et non pour la classe ouvrière britannique traditionnelle ou les autres classes sociales qui ont été évincées et délaissées par la mondialisation.

Starmer peut évoquer sans cesse son père «*ouilleur*» dans les interviews, et Angela Rayner peut parler ad infinitum de ses origines pauvres, mais il ne s'agit là que d'une mascarade et d'une propagande des plus grossières. Et cela n'a pas induit en erreur les électeurs de la classe ouvrière dans les circonscriptions du «*mur rouge*» la semaine dernière : ils ont voté pour Farage, et non pas pour Starmer et Rayner.

Le premier discours de Starmer après l'élection est un guide certain des politiques d'élite que son gouvernement travailliste poursuivra.

Starmer a immédiatement mis un terme au programme désespérément inefficace concernant le Rwanda, laissant ainsi présager en réalité, quoi qu'il puisse dire en public, son engagement en faveur d'une augmentation des flux migratoires, une politique clé de l'élite mondiale. Sunak était également adepte d'augmenter les niveaux d'immigration, en dépit de sa position politique déclarée.

Son commentaire selon lequel «*nous avons trop de prisonniers*» et sa nomination de James Timpson comme ministre des Prisons sont également révélateurs. Timpson avait officiellement déclaré que deux tiers des détenus dans les prisons britanniques ne devraient pas s'y trouver, et il est connu comme employant d'anciens prisonniers dans sa chaîne de réparation de chaussures.

Pourrait-il y avoir une politique plus élitiste et plus woke que celle qui consiste à libérer des prisonniers en grand nombre ? Les habitants de Londres et d'autres grandes villes britanniques doivent se réjouir à l'idée de l'augmentation du taux de criminalité, qui résultera inévitablement d'une telle politique.

Starmer a également réaffirmé son engagement à soutenir le régime de Zelensky en Ukraine de la manière la plus ferme possible.

Il ne fait aucun doute que le gouvernement travailliste de Starmer poursuivra des politiques élitistes telles que celle-ci, et qu'il aura recours à une réforme constitutionnelle radicale pour y parvenir. Peter Hitchens a, à juste titre, attiré l'attention sur les projets radicaux de Starmer visant à réformer la Chambre des Lords (Chambre haute du parlement), et à renforcer le pouvoir judiciaire déjà idéologiquement engagé.

Tout cela n'a pour but que de gouverner dans l'intérêt des élites mondiale, cela n'a absolument rien à voir avec une véritable politique de gauche.

Starmer, un Premier ministre loin d'être à la hauteur des enjeux ?

Que peut-on donc attendre de la politique britannique sous un gouvernement Starmer dans les cinq prochaines années ?

Tout d'abord, il est certain que le parti conservateur disparaisse en tant que force politique majeure. Les Tories sont profondément divisés et dirigés par des politiciens de seconde zone depuis des décennies et le Brexit a exacerbé ces problèmes à tel point que le parti s'est déchiré une fois que le Brexit a finalement été mis en œuvre, après une bataille interne débilante menée par Boris Johnson.

Johnson, bien qu'il soit un politicien imparfait à certains égards, fût le seul dirigeant efficace que le Parti conservateur ait eu au cours de la dernière décennie.

Comme Benjamin Disraeli et David Lloyd George, Boris Johnson était en quelque sorte un outsider Tory, un leader charismatique qui avait compris que l'attrait électoral du Parti conservateur pouvait être considérablement élargi en adoptant des politiques plaisant au patriotisme britannique et à la classe ouvrière traditionnelle.

Les politiques «réussir le Brexit» et «niveler par le haut» de Johnson ont permis aux conservateurs de séduire les électeurs travaillistes traditionnels mécontents tout en réduisant efficacement l'attractivité du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) de Nigel Farage.

Ces idées politiques, associées au leadership charismatique de Johnson et à ses compétences en matière de campagne électorale, lui ont permis de remporter une majorité extraordinaire de 80 sièges aux élections de 2019.

Malgré cette victoire électorale sans précédent, les partisans du maintien dans l'UE, et d'autres membres au sein du parti conservateur (Johnson n'a jamais eu le soutien d'une large majorité de députés) se sont associés, en l'espace de trois ans, aux élites mondiales, aux principaux médias woke britanniques, à la Cour suprême, et à un tas d'hommes politiques de seconde zone de tous bords politiques pour détruire impitoyablement la carrière politique de Johnson.

Il a été finalement achevé par une populace narcissique et vengeresse indignée stupidement et à tort par l'affaire du «partygate».

Une fois Johnson destitué, le sort du parti conservateur profondément scindé, dirigé par les chefs de file incompetents tels que Liz Truss et Rishi Sunak, fut scellé. En réalité, l'effondrement du vote tory de la semaine dernière était bien mérité, et Truss, en particulier, méritait de perdre son siège.

Il suffit d'observer les querelles malséantes de cette semaine entre la demi-douzaine des candidats à la gouvernance du parti tory, dont des sommités telles que Robert Jenrick et James Cleverly, pour s'assurer que le parti conservateur n'a pas d'avenir viable, peu importe qui sera finalement choisi pour le diriger.

Quel est le sort probable du gouvernement travailliste de Starmer ?

Comme tous les gouvernements mainstream des pays occidentaux représentant les intérêts des élites mondiales, le gouvernement de Starmer sera incapable de remédier aux problèmes fondamentaux auxquels le Royaume-Uni est confronté, car il dédaigne introduire les réformes économiques et sociales véritablement radicales nécessaires pour mener cela à bien.

Le gouvernement de Starmer sera incapable de réanimer l'économie britannique souffrante. Il ne fera rien pour résoudre la crise du coût de la vie ou pour réduire les prix de l'énergie, et ne sera pas en mesure d'inverser le déclin du système de sécurité social (NHS) ni d'améliorer la prestation des services publics. Il continuera à soutenir les guerres par procuration des États-Unis avec toutes les

conséquences internes néfastes découlant d'une politique étrangère aussi malavisée. Et son ferme engagement envers des stratégies woke ne fera qu'intensifier les guerres culturelles, qui ont si profondément scindé la société britannique au cours des dernières décennies.

Il s'ensuit que l'électorat britannique sera assez vite désenchanté par Starmer et son gouvernement. Son destin sera le même que celui des administrations Biden, Macron et Scholz.
Farage face à l'obstacle du scrutin majoritaire

Le Parti de la réforme sera probablement le bénéficiaire principal de cette désillusion, mais reste à savoir s'il saura en tirer profit.

Les partis populistes ne sont pas réputés pour tenir leurs promesses, et le système électoral britannique à scrutin majoritaire rend quasi impossible pour les petits partis de remporter un grand nombre de sièges.

Farage avait lui-même hésité à revenir à la tête du parti réformiste et à participer à la course électorale. Et passer cinq ans dans l'opposition comme chef de parti qui ne compte que cinq députés, c'est long.

Le système électoral français est beaucoup plus favorable aux partis d'extrême droite contrairement au système britannique, et aux États-Unis, Donald Trump a dû prendre le contrôle du parti républicain pour qu'il devienne une force politique efficace. Dans les années 1990, Trump avait compris qu'il ne pourrait pas remporter la présidence en tant que candidat d'un parti tiers.

Si Farage veut devenir un dirigeant politique important, il devrait peut-être prendre ce qui reste du parti conservateur après les élections de la semaine dernière.

Plutôt que d'amener un «*revirement vers le centre*» ou d'inaugurer un «*gouvernement de gauche radicale*», la victoire de Keir Starmer est en réalité beaucoup plus susceptible d'assurer que la politique britannique continuera de marcher de travers, de manière chaotique et dysfonctionnelle, comme elle le fait depuis ces dix dernières années.

Cela paraît être le maximum que les électeurs des démocraties occidentales peuvent espérer de nos jours.

Burkina Faso.

Le Burkina Faso hausse le ton et menace de retirer les licences des sociétés occidentales - RT 15 juillet 2024

«*Certains pays ont refusé de nous vendre des équipements militaires et empêchent également l'arrivée d'équipements militaires que nous avons déjà achetés à des pays amis parce qu'ils détiennent la licence de certains composants importants de ces équipements*», a lancé Ibrahim Traoré lors d'une réunion avec les organisations civiles burkinabaises le 14 juillet.

En conséquence, le président de la transition au Burkina-Faso a fait savoir que son gouvernement retirerait aux sociétés occidentales les licences d'exploitation des gisements dans le pays.

Ouagadougou dispose d'un sol riche en minerais. C'est d'ailleurs le quatrième producteur d'or du continent. Le pays a un potentiel gisement de manganèse et également des ressources en nickel phosphate, fer, graphite, plomb, pyrite et antimoine.

Ibrahim Traoré pointe également du doigt le fait que les pays qui ne veulent pas collaborer sur le domaine militaire exploitent les ressources du pays. *«Je le dis haut et fort, cette exploitation va cesser»*, a-t-il martelé. *«Nous allons retirer les licences d'exploitation de ces sociétés dans notre pays»*, a-t-il ajouté.

Ibrahim Traoré a insisté sur le fait que ces pays ne pourront pas exploiter le sol burkinabais *«tout en nous refusant l'achat d'équipements militaires nécessaires à la lutte contre le terrorisme et en mettant des obstacles à la réception des équipements que nous avons déjà achetés»*. *«Attendez un peu et nous prendrons toutes nos ressources en main»*, a-t-il conclu.

Le 7 juillet dernier, le Burkina-Faso a créé avec le Mali et le Niger la Confédération des États du Sahel, revendiquant refuser *«la mainmise des puissances étrangères»*. Les trois pays ont rompu leurs liens avec la France, ancienne puissance coloniale, dénonçant l'échec de sa lutte contre les mouvements djihadistes.

Les trois pays ont aussi annoncé, le 28 janvier dernier, leur retrait de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), accusée de faire le jeu des puissances occidentales. La Cédéao, à l'été 2023, avait imposé des sanctions au Niger, tout en menaçant d'y intervenir militairement à la suite du renversement du président Mohammed Bazoum par les militaires. RT 15 juillet 2024